

L'INCLUSION POUR TOUS : Comment instaurer la cohésion sociale au Canada

Aperçus de conversations structurées



**L'INCLUSION POUR TOUS :
Comment instaurer la cohésion sociale
au Canada**

Aperçus de conversations structurées



Recherche sur
les politiques

Policy
Research



Ministère de la Justice
Canada

Department of Justice
Canada



Patrimoine
canadien

Canadian
Heritage

Table des matières

Introduction	1
La cohésion sociale au Canada	5
Facteurs et changements sociaux justifiant la recherche stratégique	7
Résumé	7
1. Participation, citoyenneté et gouvernance	8
2. Répartition des revenus, équité, inclusion et accès	13
3. Immigration, intégration et respect de la diversité	16
4. Renforcement des capacités des collectivités autochtones	18
5. Paix et sécurité	20
6. Technologie de l'information, nouvelle économie, mondialisation et intégration	22
Enjeux liés à la recherche	27
Conclusion	31
Annexe : Liste des participants	33

Introduction



Objectifs

La notion de cohésion sociale est souvent évoquée, mais elle fait rarement l'objet de conversations structurées entre spécialistes de différents secteurs. Le présent rapport décrit les résultats issus de conversations de ce type. Les premiers efforts qui ont mené au rapport ont commencé en 1997, lorsque les responsables du Réseau de la cohésion sociale (RCS), créé dans le cadre de l'Initiative sur la recherche stratégique (IRS), ont demandé à des spécialistes fédéraux de la recherche stratégique de discuter de la cohésion sociale. Depuis, les ministères de la Justice du Canada et du Patrimoine canadien gèrent conjointement ce réseau.

Durant l'hiver 2001-2002, les responsables de l'IRS ont demandé à Morris Rosenberg, sous-ministre de la Justice du Canada et sous-procureur général du Canada, d'assumer le rôle de superviseur en chef. On a demandé à Hélène Gosselin, sous-ministre adjointe, Affaires internationales et intergouvernementales, Patrimoine canadien, d'assumer le rôle de sous-ministre adjointe responsable. M. Rosenberg et Madame Gosselin ont accepté de renouveler la recherche stratégique dans le domaine de la cohésion sociale. Pour relever ce défi, ils ont décidé de faire le point et d'apporter de nouvelles idées au processus d'établissement des orientations de la recherche stratégique dans ce domaine. Ils ont ainsi mis en œuvre un processus consultatif basé sur l'approche Delphi de l'apprentissage et de la collecte d'information. Les autres objectifs clés consistaient à établir des liens plus étroits entre la recherche et le processus d'élaboration de politiques, à étendre le réseau horizontal et à renforcer les capacités et les connaissances des intervenants.

Le processus mis en œuvre comprenait une série de consultations destinées à clarifier ce que l'on entend au Canada par cohésion sociale, le climat social et les enjeux qui soulèvent des questions liées à la recherche stratégique, et certaines orientations de la future recherche stratégique. Si les consultations permettaient aux divers intervenants de s'entendre sur les éléments de la cohésion sociale et les enjeux connexes, cela ouvrirait la voie à l'amélioration des liens entre, d'une part, la recherche et, d'autre part, les politiques et les pratiques de première ligne. En définissant les éléments concrets mesurables de la cohésion sociale, les spécialistes de la recherche stratégique pourront mesurer ou évaluer les changements touchant le climat de cohésion sociale au Canada, ce qui permettra ensuite de disposer d'éléments plus clairs à l'appui de l'élaboration des politiques.

Les consultations visaient également à renforcer le caractère horizontal du projet et à y faire participer de nouveaux partenaires issus du gouvernement, des universités et des organisations communautaires. En déterminant de quelle façon les organismes communautaires et de première ligne établissent un climat de cohésion sociale, les décideurs comprendront mieux comment promouvoir ces travaux et comment les lier aux initiatives gouvernementales afin de renforcer les capacités existantes.

Les organisations comme la Banque mondiale, ainsi que de nombreux pays et le Conseil de l'Europe, utilisent le concept de cohésion sociale pour élaborer des politiques liées à l'emploi, aux sans-abri et à d'autres enjeux. Par contre (et ce n'est pas surprenant), la cohésion sociale n'est pas définie de la même façon selon les pays et les organisations. C'est pourquoi l'IRS visait à définir une approche typiquement canadienne susceptible de convenir à tous.

Pourquoi la cohésion sociale suscite-t-elle tant d'intérêt à l'heure actuelle?

Les progrès rapides qu'ont connus les sciences et la technologie au cours des dernières décennies ont été accompagnés de changements sociaux assez radicaux : nouveaux problèmes liés à la santé, mobilité accrue de la population et modification de la structure de l'économie mondiale. La mondialisation a fait apparaître un nouveau type de nations « nanties » et de nations « défavorisées », parallèlement aux disparités traditionnelles qui, elles, se sont maintenues. L'extrême mobilité des populations et leur grande diversité créent des richesses et des ouvertures. Toutefois, elles peuvent générer des pressions sociales, étant donné qu'il est difficile de garantir l'inclusion de membres de la société à la fois nouveaux et mobiles. Étant donné qu'au sein d'une même société, les gens ont des aspirations, des points de vue et une culture de plus en plus divers, les analystes se demandent s'il ne sera pas plus difficile à l'avenir de mettre en œuvre des projets sociaux collectifs. Il sera peut-être nécessaire de moderniser les modèles de gouvernance et les politiques sociales afin de permettre à tous de faire entendre leur voix. Nous devons continuer à trouver des moyens de rapprocher les personnes aux opinions divergentes et d'intégrer l'ensemble des citoyens. Nombreux sont les analystes qui ont imputé à ces changements (qui prennent diverses formes) le récent regain d'intérêt pour la cohésion sociale.

Qui a participé aux discussions?

Environ 130 experts et chefs de file reconnus ont participé au processus consultatif. Ils ont fait bénéficier les autres participants aux discussions de leur longue expérience au sein des quatre groupes suivants :

- hauts responsables des politiques au gouvernement fédéral;

- chercheurs principaux au gouvernement fédéral et directeurs de la recherche;
- spécialistes et chercheurs de première ligne et d'organismes communautaires;
- chercheurs des organisations non gouvernementales (ONG) spécialisées et d'universités.

Les nombreux participants représentant des organisations-cadres ont participé à des ateliers et à des discussions en plénière avec les théoriciens et les spécialistes de la recherche inductive qui étudient, par exemple, la façon de faire valoir les droits lorsqu'on fait la promotion de l'inclusion des personnes handicapées ou des projets de développement économique du Cap-Breton.

Comment les séances ont-elles été organisées?

Le processus consultatif, inspiré du modèle Delphi de recherche qualitative, comprenait une discussion structurée menée dans le cadre de cinq séances intersectorielles, entre mai 2001 et février 2002. Au terme de chaque séance, on a envoyé des rapports aux participants de sorte que ceux-ci puissent faire des commentaires ou ajouter des éléments à ce qui s'était dit. Ce document a été utilisé lors de la séance suivante. Il s'agissait d'un processus itératif et interactif.

On a demandé à chaque participant de préciser sa vision :

- des principaux déterminants de la cohésion sociale,
- des principaux enjeux ou problèmes,
- des activités de recherche ou de collaboration nécessaires.

Le présent rapport résume les conseils qui ont été donnés dans le cadre de ces discussions et reçus par écrit des participants. Il ne reflète pas les points de vue du gouvernement du Canada ou des ministères participants.



Lors de son discours devant les organisations communautaires et les universitaires, le sous-ministre Morris Rosenberg a déclaré :

Les décideurs d'expérience savent très bien comment faire avancer les choses au sein du gouvernement, tandis que les travailleurs de première ligne, généralement issus d'organisations sans but lucratif, ont de nombreuses compétences pratiques et connaissent les répercussions des différentes approches sur les populations et les collectivités visées. Leur expérience est vitale.

Chaque séance a présenté des avantages uniques :

- Une journée de réflexion avec les membres du Réseau de la cohésion sociale a permis de très bien résumer les principales composantes de la cohésion sociale au Canada, de définir les facteurs sociaux qu'il convient de surveiller et de recommander des activités de recherche.
- Les principaux décideurs ont ensuite pu répondre en établissant une courte liste des enjeux clés qui leur paraissaient évidents.
- Trois séances subséquentes organisées avec des employés de première ligne, les représentants d'organisations du secteur bénévole et d'ONG de premier plan, des spécialistes universitaires et des jeunes ont confirmé qu'ils étaient nombreux à s'entendre sur les principales composantes de la cohésion sociale et sur les préoccupations sociales connexes. Le dialogue nourri qui a marqué ces séances a permis d'obtenir le point de vue des ONG.

Processus de dialogue et distillation

Le Réseau de la cohésion sociale, qui représente une vingtaine de ministères, a tout d'abord produit une liste de près de 50 facteurs liés à la cohésion sociale, puis les membres du Réseau ont voté pour déterminer les dix plus importants. Les facteurs en question étaient divisés en quatre domaines :

- nature des liens et de la participation, ainsi que les problèmes liés à l'engagement social, au bénévolat, à l'individualisme, à la forte mobilité, à l'évolution de la famille et des milieux de travail, et aux contraintes de temps;
- collectivités risquant d'être exclues, en particulier celles qui ont un besoin accru de services d'intégration, compte tenu du grand nombre d'immigrants; et besoins des collectivités autochtones, des victimes de crimes et d'autres groupes vulnérables;
- accroissement des disparités économiques, persistance de la pauvreté et modification des mécanismes d'aide sociale;
- mondialisation, technologie de l'information, cybercommunautés, ententes internationales, accords commerciaux et éventuels changements subséquents touchant les liens, les identités multiples, la dégradation de l'environnement, l'épuisement des ressources, l'exclusion et les tensions marquant les relations entre régions.

D'autres discussions avec les principaux responsables des politiques fédérales, puis avec trois groupes multisectoriels composés de spécialistes et de chercheurs, ont permis de peaufiner cette liste. Il convient de noter qu'il existe d'importantes similitudes entre ces données initiales et la synthèse finale issue de toutes les discussions engagées. Cela indique que les représentants des divers secteurs s'entendent parfaitement sur les enjeux de la cohésion sociale.

La cohésion sociale au Canada

Définition de la cohésion sociale

Les consultations ont permis de définir une vision de la cohésion sociale au Canada basée sur la participation et l'inclusion de l'ensemble de la population. La société canadienne est une société à la fois équitable, démocratique et unie — au sein de laquelle la diversité est perçue comme une force, et un réseau d'institutions accessible assure une bonne qualité de vie à tous les citoyens.

La cohésion sociale est possible dans un pays marqué par l'équité économique et sociale, la paix, la sécurité, l'inclusion et l'accessibilité des services. La diversité et les différences sont propices à la cohésion sociale, parce qu'elles contribuent à une vie politique et sociale riche.

Les participants à la consultation ont défini les quatre éléments clés interactifs nécessaires à l'instauration de la cohésion sociale.

Les éléments de la cohésion sociale

Participation

La participation systématique à la vie communautaire et sociale est essentielle à la cohésion sociale. Il faut pour cela que la population puisse participer à la vie économique, politique et culturelle, et qu'il y ait, au niveau de la communauté, des membres qui, ensemble, participent activement. Cette participation doit être le résultat d'un libre choix. Il est bénéfique pour la société et les membres qui la composent



*Il est impossible de définir avec précision ce qu'est un Canadien; c'est d'ailleurs une bonne chose, car cela nous laisse plus de liberté pour nous affirmer.**

Il faut s'intéresser à la fois à l'ensemble du pays et à ses collectivités.

* En général les commentaires issus des consultations ne sont pas attribués à des personnes précises. Ils ont souvent été inscrits sur des tableaux à feuilles mobiles ou été exprimés par une personne, puis appuyés par d'autres. Dans certains cas, ils ont été modifiés par souci de correction de la syntaxe. Ces commentaires donnent une idée des interventions qui ont été le plus appréciées. Nous avons parfois indiqué qu'un commentaire provenait d'un groupe ou d'une personne en particulier.



Nous devons:

- *comprendre l'objectif que nous visons et les liens concrets qui nous unissent;*
- *saisir le sens de l'équité, de la justice et de l'accessibilité des services révélé par ces liens ou ces activités;*
- *déterminer si nos institutions sociales nous aident à bien comprendre ces facteurs sociaux et favorisent le type de cohésion sociale dont nous avons besoin.*

qu'un plus grand nombre de citoyens participent à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets collectifs et communautaires.

Liens

La participation et l'engagement peuvent dépendre du climat de confiance, des liens établis, des réseaux existants et des relations avec les autres (éléments composant le capital social). Néanmoins, il arrive aussi que ces éléments soient créés et renforcés par la participation à des activités diverses.

Liens et institutions

Les institutions et les politiques comme la politique sur les langues officielles, le multiculturalisme et la *Charte canadienne des droits et libertés* aplanissent les différences et aident les gens à se comprendre et à se respecter. L'infrastructure des transports et des communications facilite la participation des citoyens à la vie sociale.

Répartition des revenus, équité, inclusion et accès

Il s'agit là d'éléments clés d'une perception canadienne de la cohésion sociale. Comme l'a dit le premier ministre, au cœur de la « réalité canadienne » se trouve une nouvelle économie en pleine croissance qui procure des avantages à tous les Canadiens et ne laisse personne sur la touche.

Ces quatre éléments sont des composantes mesurables de la cohésion sociale à propos desquelles on peut faire des recherches et dont on peut faire la promotion. On peut s'en inspirer pour évaluer les activités de recherche, les politiques et les programmes nécessaires.

On a établi que plusieurs facteurs et changements sociaux (décrits individuellement dans la prochaine section) étaient importants pour le maintien de la cohésion sociale.

Facteurs et changements sociaux justifiant la recherche stratégique



Résumé

Les participants aux consultations ont établi qu'il fallait tenir compte de plusieurs facteurs sociaux pour bien comprendre les problèmes que va poser la cohésion sociale au Canada à l'avenir. Il s'agit de domaines qui évoluent rapidement, à propos desquels il faut faire des recherches et qu'il faut mieux comprendre, parce qu'ils risquent de soulever des questions stratégiques à un moment donné. La plupart de ces facteurs peuvent être répartis en six catégories :

- participation, citoyenneté et gouvernance;
- répartition des revenus, équité, inclusion et accès;
- immigration, intégration et respect de toutes les formes de diversité;
- renforcement des capacités des collectivités autochtones;
- paix et sécurité;
- technologie de l'information, nouvelle économie, mondialisation et intégration.

Ces thèmes globaux peuvent être considérés comme des « cadres » ou des modules thématiques qui incluent bien d'autres éléments de l'évolution sociale. Par exemple, l'importance des institutions clés comme la santé ou l'éducation pour l'inclusion et la participation a été évoquée à maintes reprises. Certains se disent préoccupés par le manque de participation et d'inclusion de la population dans les grandes villes et dans d'autres collectivités, compte tenu de l'accroissement des disparités, de l'extrême mobilité de la population, de la restructuration et de la réduction des services offerts. Se pourrait-il que les habitants des collectivités éloignées n'aient pas suffisamment accès aux services ou aux ouvertures créées par l'économie? Certaines collectivités ou certains groupes au profil démographique particulier (par exemple, les sans-abri, les personnes handicapées ou les résidents des régions éloignées) ont-ils tendance à être exclus du développement social?

Une grande majorité des participants étaient d'accord pour dire que la cohésion sociale résulte d'un effort à la fois local et national, et souhaitent vraiment mieux comprendre l'interaction entre ces deux paliers. Ils ont déterminé que les collectivités constituaient la pierre angulaire de la cohésion sociale, puisque c'est là que l'on établit les connexions et les liens. Parallèlement, les participants ont reconnu que l'évolution sociale, mondiale et technologique modifiait le profil

Les sous-ministres adjoints et les hauts fonctionnaires accordent une grande importance à la participation, comme en témoignent les citations suivantes, extraites de leurs conversations animées :

Il faut que les gens aient la capacité de participer à la vie sociale de leur collectivité; pour ce faire, il faut des institutions — mais celles-ci doivent parfois s'adapter au changement. Le nouveau défi consiste à faciliter la participation de tous à une société de plus en plus diversifiée. Au delà des institutions officielles, nous devons comprendre les nouveaux modes de participation constructive. Qui participe? Qui est particulièrement apte à faire participer d'autres personnes? Qu'est-ce qui encourage la participation?

Nous avons besoin de déterminer comment les citoyens de la base se regroupent; la recherche stratégique devrait mettre l'accent sur les activités sociales et sur le sens civique, ainsi que sur la nature des collectivités et de la participation communautaire. Les questions clés sont les suivantes : « Observe-t-on une certaine cohésion au sein des collectivités? » et « Existe-t-il des mécanismes de médiation au sein des collectivités? »

des collectivités et des liens qui s'y tissent. Les relations transfrontalières sont désormais courantes et, à divers degrés, les Canadiens s'identifient au continent nord-américain, à leur pays ou à leur pays d'origine, ou encore à la planète dans son ensemble. Par ailleurs, les pressions qu'impose la mondialisation en matière d'échanges commerciaux, de concurrence et de sécurité peuvent influencer sur la qualité de vie des Canadiens. Certains participants ont dit craindre que les pressions économiques et commerciales n'influencent sur les politiques nationales ou ne menacent la durabilité de certaines des institutions et de certains des programmes qui ont toujours créé des liens entre les Canadiens.

1. Participation, citoyenneté et gouvernance

La consultation a mis en évidence le fait qu'aux yeux des Canadiens, la participation constitue un élément crucial de la cohésion sociale. Pour qu'un citoyen ait un sentiment d'appartenance et d'attachement à la société, il faut qu'il ait à la fois la capacité et le désir de participer à diverses activités et d'intégrer un réseau de relations. En tant que pays comptant de multiples cultures, langues et régions, le Canada a développé des pratiques basées sur l'adaptation et le respect mutuel qui permettent à différents groupes de conserver leur identité sans être marginalisés en raison de leur différence. La participation à la vie politique et économique est importante, au même titre que le bénévolat, l'aide, le fait de dispenser des soins ou de jouer simplement le rôle de « gardien » pour des voisins. Au cours des discussions, les participants ont réitéré les valeurs habituellement associées à la participation à la vie sociale au Canada – inclusion, équité, justice et acceptation. Selon certains, le modèle canadien de cohésion sociale se caractérise par une participation inclusive et active à l'établissement d'objectifs collectifs et communautaires, puis à la réalisation de ces objectifs.

Comment les liens, les collectivités et la participation évoluent-ils?

Les personnes consultées pensent que la recherche stratégique devrait porter sur la nature actuelle de la participation, et non s'appuyer sur une façon dépassée de définir les relations entre les gens et leur participation à la vie politique et sociale. La nature de la participation et des relations sociales à l'échelle nationale pourrait changer avec l'évolution des technologies des communications, du travail et d'autres aspects de la société. Par exemple, les contacts peu fréquents risquent de devenir monnaie courante dans notre culture axée sur la vitesse et le numérique. Les relations à long terme ou les rencontres de personne à personne risquent de se raréfier.

Selon les participants, c'est au sein de sa famille, dans le cadre de ses relations personnelles et avec ses voisins que chacun apprend à coexister, à faire des compromis, à faire confiance aux gens et à partager. L'enfance est considérée comme une étape cruciale de la vie pour ce qui est de l'inclusion, du développement personnel et de la constitution du capital social. Si ces étapes ne sont pas franchies durant l'enfance, les occasions de les franchir peuvent ne plus jamais se présenter. C'est pourquoi, selon les participants, nous devons veiller à ce que tous les Canadiens aient l'occasion de participer dès leur enfance au développement social, dans le contexte des transformations que subissent la famille et les collectivités.

Les institutions, éléments d'une infrastructure vitale

Lors de chaque séance, les participants ont insisté sur l'importance des institutions, des politiques et des pratiques qui caractérisent depuis longtemps la « réalité canadienne », en particulier sur le plan des soins de santé, de l'éducation, des transports, des communications, du logement, de la protection des droits et libertés et du filet de sécurité sociale. Ces institutions sont le résultat d'une volonté de servir des attentes et des intérêts communs et du partage des responsabilités. Un grand nombre de participants ont dit craindre que l'accès universel et équitable à ces institutions ne soit menacé. Ils pensent qu'un accès

Comment pouvons-nous développer le sens de la justice et de l'équité – qui sont deux valeurs précieuses aux yeux de tous?

La cohésion sociale est liée à de nombreux aspects de la vie en collectivité. Un des exemples propres au Canada est la compréhension des collectivités autochtones dans une société multiculturelle; la recherche devrait porter sur les enjeux typiquement canadiens.



Les résidants d'un village peuvent vivre dans un esprit de cohésion tout en étant quand même isolés.



Nous devons penser au concept de citoyenneté et à ce qu'il signifie sur le plan de la gouvernance, du pouvoir et de l'éthique; nous devons également comprendre quels sont nos droits et nos responsabilités sociales.

limité aux soins de santé communautaires, garants du bien-être, est une source d'anxiété et d'isolement considérable pour les populations vulnérables et pour les aidants naturels. Par ailleurs, il se peut que les groupes dépendant tout particulièrement de ces services aient le sentiment qu'on ne leur accorde pas beaucoup de considération. Par exemple, les Canadiens âgés pourraient avoir le sentiment que les restrictions imposées au secteur des soins de santé témoignent d'un manque de préoccupation des autorités en ce qui concerne leur qualité de vie.

Les jeunes participants ont fait part de leur inquiétude à propos des difficultés d'accès à une éducation abordable et ont indiqué qu'un grand nombre de jeunes considéraient les restrictions imposées dans ce secteur comme un manque de respect à leur égard. En outre, selon eux, la limitation de l'accès à l'enseignement supérieur constitue un frein potentiel à l'inclusion, puisque l'éducation est l'un des moyens importants d'offrir les mêmes chances à tous et de multiplier les débouchés pour ceux qui ne viennent pas d'un milieu favorisé.

Les jeunes consultés sont favorables à l'éducation civique, à l'apprentissage de la citoyenneté et à la promotion de la connaissance de la *Charte canadienne des droits et libertés* et de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, ainsi que de programmes encourageant la participation à la vie civique et aux travaux communautaires. Selon eux, tous les jeunes, y compris ceux qui sont à l'extérieur du courant dominant ou de la société traditionnelle, devraient pouvoir jouer un rôle dans l'évolution de la société.

En tant que résidants d'une nation aussi étendue que diversifiée, nous avons en commun des institutions, des valeurs et des activités, et nous entretenons des liens avec des gens qui vivent parfois très loin ou ont vécu des expériences très différentes. Les participants ont insisté sur l'importance des activités de liaison qui reconnaissent le rôle des personnes et des collectivités, par exemple les Autochtones et les groupes ethniques, les francophones vivant hors Québec et les jeunes marginalisés. Ils ont recommandé que les responsables de la recherche déterminent des modèles acceptables

ou des pratiques exemplaires qui reconnaissent et respectent les différences tout en facilitant le travail collectif. Lors de la quatrième consultation avec les représentants des collectivités francophones, les participants ont évoqué les problèmes liés à la fragmentation régionale, à la mise à l'écart et aux limites de la représentation politique. Ils ont insisté sur la nécessité d'intégrer et de promouvoir les collectivités linguistiques minoritaires. Ils jugent que la langue et la culture constituent des aspects essentiels de la cohésion sociale pour les Canadiens.

Gouvernance

Les participants représentant le gouvernement et les ONG ont tous affirmé que la majeure partie des mesures gouvernementales ont une incidence sur la cohésion sociale et sur ses composantes. Les politiques ou les programmes qui ne sont pas axés sur la cohésion sociale peuvent avoir des répercussions négatives non intentionnelles sur certaines composantes de la cohésion sociale, en raison de leur structure ou de leur mode de mise en œuvre. Les participants considèrent qu'il est primordial d'offrir des services au public et de mettre en œuvre les programmes dans un souci d'équité et d'humanité. Selon les cadres supérieurs, il faut que les programmes et les services offerts soient crédibles. Lors des séances suivantes, les représentants de la société civile ont indiqué que, selon eux, il faudrait chercher avant tout à mettre en place de saines méthodes de gouvernance axées sur l'inclusion et la participation. Un participant travaillant auprès des populations défavorisées a observé que, lorsque les politiques accordent trop peu d'importance aux personnes marginalisées et les considèrent comme des sources de problèmes, ou lorsqu'elles limitent les capacités d'un certain nombre d'organisations communautaires, elles vont à l'encontre de la volonté de cohésion sociale. La cohésion sociale est assurée lorsque les interventions, les politiques et les programmes gouvernementaux démontrent aux Canadiens qu'ils sont tous considérés comme des personnes importantes.

Les représentants du gouvernement et de la société civile, quel que soit leur âge, se sont dits préoccupés

Les hauts fonctionnaires fédéraux ont discuté de la confiance dans le gouvernement que témoigne la population et des préoccupations de certains à propos du « désengagement » du peuple. Voici ce qu'ils ont observé :

Le gouvernement ne devrait pas définir ce que doivent être les valeurs de ses citoyens — en intervenant de la sorte, il risque de s'éloigner de la population. Vous avez soulevé [lors de la première séance] la question de la confiance dans le gouvernement. La confiance est un indicateur qui pose certains problèmes. J'ai peur que nous ne nous contentions de ce que nous connaissons; parce que nous sommes au gouvernement, nous avons peut-être tendance à percevoir les problèmes avec le point de vue du gouvernement. Quelle perception les citoyens ont-ils de ces mêmes problèmes?

Compte tenu de ce que nous savons à propos du regain de cynisme au sein de la population, nous pouvons agir dès aujourd'hui — sans nécessairement faire beaucoup de recherches. Nous pouvons nous efforcer d'établir des liens avec les gens et de les encourager à participer à la vie publique. Les membres du gouvernement doivent respecter les engagements qu'ils prennent.

On pourrait procéder à l'élaboration et à l'analyse de tous les programmes et de toutes les politiques dans une optique de cohésion sociale.



par la « rupture de contact » entre les citoyens et les gouvernements. Les jeunes se disent pleins de cynisme et se sentent étrangers aux systèmes judiciaire, éducatif et parlementaire; les jeunes membres des minorités visibles n'ont pas confiance dans les policiers. La confiance dans le gouvernement est souvent considérée comme un indice de la cohésion sociale mais, selon certains participants, il n'est peut-être pas mauvais que certains Canadiens au niveau de scolarité élevé hésitent à faire confiance aux autorités et aux experts lorsque ceux-ci doivent prendre des décisions à leur place. On pourrait trouver une solution positive à ce problème en cherchant des moyens plus intelligents de faire participer les citoyens aux processus décisionnels du gouvernement. Il faudra peut-être instaurer des approches de la gestion publique davantage axées sur la collaboration et l'inclusion, afin de faciliter la formation de partenariats avec le secteur privé et les organismes sans but lucratif. Certains participants pensent qu'il faut mieux expliquer au public ce qui fonctionne en pratique, grâce à des projets pilotes et à des études portant sur les activités en cours. Ils se sont dits favorables aux efforts visant à déterminer les pratiques exemplaires en matière de gouvernance des Premières nations et de renforcement des capacités des dirigeants des collectivités autochtones.

Une optique de cohésion sociale

Un grand nombre de participants pensent que l'on peut appliquer le principe de la cohésion sociale à toutes les politiques gouvernementales, afin de garantir qu'elles n'entament pas le capital social, et ne nuisent en rien aux collectivités et à l'esprit de solidarité et d'équité. Depuis nos politiques existantes, notre politique ou le multiculturalisme et celle sur les langues officielles n'étant que deux exemples, il serait possible de promouvoir l'inclusion et la participation en visant la cohésion sociale. Parfois, pour garantir l'équité et l'inclusion, il n'est pas nécessaire de mettre en œuvre de nouveaux programmes; il faut plutôt prendre des mesures efficaces et rapides à propos des lois en vigueur ou des droits des citoyens. Dans d'autres cas, il faudra élaborer de nouveaux modèles et de nouvelles politiques.

Par ailleurs, si l'on accorde la priorité à l'inclusion/la cohésion sociale, on risque de voir certaines activités sociales sous un autre jour (par exemple, certaines formes de contestation politique). Les jeunes ayant participé aux séances de discussion pensent que la démocratie a tout à gagner de l'existence de courants dissidents. Selon eux, il faudrait reconnaître que les critiques des politiques en place constituent une forme de participation et de préoccupation pour le pays. C'est l'inertie, et non la critique, qu'ils jugent la plus dangereuse.

En accordant la priorité à la cohésion sociale, les décideurs pourraient en outre chercher le meilleur moyen de promouvoir la compassion, le souci des autres et la responsabilisation, ainsi que les liens entre collectivités. Selon les participants, en cherchant de quelle façon on établit un climat de cohésion sociale, on pourrait faire en sorte que les politiques et programmes aillent dans le sens de cette cohésion sociale au lieu de la menacer.

2. Répartition des revenus, équité, inclusion et accès

Aux yeux des participants, la longue tradition canadienne de redistribution des revenus, de programmes sociaux et de soins de santé, et son passé relativement honorable en ce qui concerne le traitement des disparités sociales ou fondées sur le sexe, sont deux éléments essentiels à la cohésion sociale. Toutefois, ils s'inquiètent d'une polarisation accrue des richesses et des revenus, et de la multiplication des quartiers défavorisés dans les grandes villes canadiennes.

Les institutions et les programmes de médiation permettent à tous d'accéder aux services publics et comblent les écarts entre les différents groupes. La *Charte canadienne des droits et libertés*, la politique sur le multiculturalisme et l'emploi des deux langues officielles sont considérés comme des facteurs importants pour la protection de l'équité et de l'accessibilité des services. Les politiques qui préconisent la paix et la sécurité font également partie

En raison de l'augmentation des frais de scolarité, les jeunes ont moins facilement accès à l'enseignement supérieur; l'éducation devient un privilège réservé aux plus nantis. Les résidents des quartiers pauvres ont davantage besoin de services de santé, mais ils y ont plus difficilement accès.

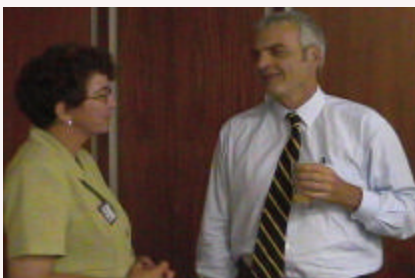
Nous amplifions le problème lorsque nous approuvons des politiques commerciales internationales qui risquent de nuire à nos institutions. L'américanisation de nos procédés et de nos valeurs peut se traduire par l'adoption de pratiques susceptibles de limiter la cohésion; c'est le cas de l'établissement de profils teinté de préjugés raciaux.



La cohésion sociale passe par l'action collective; elle dépend de la façon dont les gens interagissent, du niveau d'équité qui caractérise la société, et du fait que cette société est ou n'est pas raisonnable et inclusive. Étant donné que notre société se diversifie et se fragmente progressivement, comment gérons-nous cette évolution?

Les groupes qui ont été marginalisés devraient être responsabilisés, participer à la mise en place des institutions et occuper des postes à responsabilité.

Les outils utilisés par le passé (institutions et filet de sécurité sociale) pourraient ne plus être disponibles à l'avenir.



de l'infrastructure qui facilite la participation à la vie communautaire et à la vie sociale à l'échelle nationale. Aux yeux des Canadiens, l'inclusion nécessite l'accès en toute sécurité aux ressources et aux possibilités qu'offrent les collectivités. La violence est l'un des pires ennemis de l'inclusion.

Pauvreté et disparité

Ce qui préoccupe le plus les participants aux discussions, c'est la persistance de la pauvreté dans la société canadienne contemporaine. Les experts consultés reconnaissent que certains groupes demeurent plus exposés à la pauvreté et à l'exclusion. Ils considèrent que les enfants, les jeunes de la rue, les personnes âgées et les personnes handicapées, ainsi que les immigrants, sont les premiers touchés par le chômage, la pauvreté et l'exclusion. Le terme « exclusion sociale » permet d'attirer l'attention sur la dimension sociale de la pauvreté. Les personnes frappées par la pauvreté ne peuvent pas participer pleinement à la vie communautaire. De plus, les besoins économiques vont souvent accompagner et amplifier d'autres formes de marginalisation. D'autres citoyens connaissent une marginalisation sociale qui n'est pas liée à leur situation économique. Par exemple, la victimisation et les sévices causés aux enfants représentent des cas extrêmes d'exclusion du système de sécurité et de protection sociales. Il faut donc trouver la réponse à ces problèmes dans l'établissement de liens entre le bien-être économique et l'inclusion sociale. Enfin, on peut aussi faire la différence entre l'optique de la pauvreté et l'optique de l'inclusion, en reconnaissant que c'est l'ensemble de la société qui souffre lorsque certains des groupes la composant ne peuvent pas partager pleinement une volonté nationale d'équité, d'accessibilité et de participation.

Les participants ont observé que, d'une part, les disparités économiques entre les groupes à revenu confortable et les groupes vulnérables s'amplifient et que, d'autre part, un plus grand nombre de Canadiens de classe moyenne sont exposés à l'insécurité économique. On observe une augmentation des licenciements ou du nombre d'emplois non garantis rémunérés sans avantages sociaux. Par

ailleurs, les familles et les enfants sont victimes de l'insécurité économique qui fait souvent suite aux divorces, aux séparations et à d'autres changements familiaux. Les risques que présentent pour les enfants et les jeunes l'exclusion économique ou l'exclusion du noyau familial peuvent être atténués par la famille élargie ou le soutien de la collectivité. Les consultations ont mis en évidence le fait que les enfants et les jeunes ont besoin de l'aide de la collectivité.

Les changements marquant la société et les politiques gouvernementales se combinent aux changements économiques pour déterminer l'évolution des disparités et de la pauvreté. Par exemple, le marché du travail actuel exige un niveau de plus en plus élevé de scolarisation et de compétences. Or, l'écart de revenu entre les familles se creuse, de sorte que certains enfants ont facilement accès très jeunes à la technologie et aux possibilités d'apprentissage, tandis que d'autres sont très limités à cet égard. Parallèlement, étant donné que les familles et les ouvertures de marché évoluent, le soutien qu'accordent les pouvoirs publics à l'éducation risque de ne pas demeurer suffisant pour combler les besoins de plus en plus nombreux.

Les multiples formes de l'exclusion

L'extrême mobilité de la population fait augmenter les probabilités d'insécurité économique, et la possibilité que les réseaux informels de soutien provenant d'amis, de voisins ou de membres de la famille élargie soient eux aussi affaiblis. Dans les collectivités qui comptent peu de résidents installés depuis longtemps, les réseaux de soutien sont moins présents. Les compressions budgétaires imposées aux programmes sociaux et la mauvaise santé économique des régions peuvent causer une dislocation du paysage social. Les travaux entrepris dans le cadre du Partenariat rural canadien ont soulevé des questions à propos des déficits sociaux que l'on a observés dans les régions rurales du Canada, lesquels sont liés à la pauvreté, à l'analphabétisme et à des taux de mortalité infantile plus élevés. Par ailleurs, les personnes exposées à la violence et à la victimisation peuvent souffrir d'exclusion sociale. Mais le plus grave problème tient au fait qu'un grand nombre de Canadiens souffrent de multiples formes d'exclusion.

Compte tenu de l'évolution démographique de notre pays, les « minorités » sont appelées à devenir majoritaires... La diversité ne pose aucun problème, tandis que le contraire est vrai en ce qui concerne le lien entre diversité ou appartenance à une minorité et pauvreté et exclusion. Chaque membre de notre société pluraliste devrait pouvoir participer à la vie sociale.

Nous ne voulons pas d'une société monochrome.

Pourquoi imposer aux immigrants un doctorat s'ils ne peuvent pas faire valoir ce diplôme par la suite?





Voici ce qu'ont dit les hauts fonctionnaires :

Pour garantir la cohésion sociale, il faut notamment améliorer le statut socio-économique des Autochtones.

Je me suis rendu dans deux collectivités du Nord qui comptent une forte population autochtone et sont éloignées de 80 kilomètres. L'une d'elles n'offrait aucune activité sportive et ne comptait aucun dirigeant communautaire, et les parents ne semblaient y faire aucune activité avec leurs enfants. L'autre était une collectivité dynamique et en santé, où les parents s'occupaient de leurs enfants et où de nombreuses activités étaient organisées. Comment stimuler le leadership en l'absence de dirigeants, lorsque ceux-ci ont été écartés? Par où devrait commencer la création d'une collectivité?

Par exemple, les personnes pauvres et handicapées risquent davantage d'être victimisées et d'avoir du mal à accéder aux services. Les pauvres ont moins facilement accès aux soins de santé communautaires, alors que ce sont eux qui en ont peut-être le plus besoin. Les jeunes et les représentants d'organisations communautaires ont fait observer que les collectivités plus pauvres ont parfois de la difficulté à accéder à des ressources comme les espaces communautaires, l'argent, le logement et un environnement sain. Les enfants pauvres ont parfois plus de mal à se payer des études, d'autant que les frais de scolarité tendent à augmenter. Les spécialistes fédéraux de la recherche, les jeunes et les travailleurs de première ligne ont observé que les nouvelles données fournies par l'Enquête longitudinale nationale sur les enfants et les jeunes démontrent que les étudiants sont mieux préparés à l'école et plus aptes à s'entendre avec leurs camarades lorsqu'ils vivent dans une collectivité qui possède des ressources comme des parcs, des bibliothèques et des programmes préscolaires.

Les participants ont analysé ces problèmes dans l'optique de la cohésion sociale et ont insisté sur les répercussions de l'exclusion économique sur l'exclusion sociale — sur la participation et les liens, et sur le sentiment d'appartenance à une société. La directrice générale d'une banque alimentaire a indiqué que ses clients étaient peu enclins à participer activement à la vie sociale et à être des citoyens engagés, parce qu'ils pensent que les perspectives qui s'offrent à eux ne leur permettront pas d'influer sur les processus décisionnels. Le défi consiste à traiter le problème de la marginalisation de manière à promouvoir l'efficacité, la participation et le capital social.

3. Immigration, intégration et respect de la diversité

Lors de chaque séance, les participants ont insisté sur le fait que la diversité et l'immigration constituaient des éléments positifs de la cohésion sociale au Canada et de l'identité canadienne. Cependant, ils ont également précisé qu'il ne fallait pas considérer comme un acquis l'inclusion, l'accès et la participation pour les

néo-Canadiens, compte tenu des liens que l'on a établis entre, d'une part, les minorités visibles et les immigrants reçus et, d'autre part, l'exclusion économique et sociale. Il faut répondre par des politiques fermes afin de garantir le succès du processus d'intégration. Cela permettra à la société canadienne d'être enrichie par l'immigration, et à ses membres d'accepter la diversité avec enthousiasme.

Selon les participants, le statut social des néo-Canadiens, des immigrants et des membres des minorités visibles et d'autres collectivités défavorisées est un des éléments importants qui devrait faire l'objet de recherches stratégiques. Voici les thèmes particuliers qui ont été soulevés : surreprésentation des néo-Canadiens et des minorités visibles parmi les groupes exclus de la vie économique; rôle clé de l'éducation et de la formation; et reconnaissance des titres de compétences et des diplômes des autres pays. Les participants pensent qu'une des forces du Canada tient au fait qu'il n'a pas « isolé » les minorités visibles ou les pauvres, mais certains craignent que la situation ne change. D'autres se disent préoccupés à propos du racisme, de la tendance aux stéréotypes et des difficultés d'accès aux services. Certains jeunes Canadiens pensent que l'inégalité et la discrimination font partie intégrante de notre société. Ils assimilent à un phénomène de discrimination systématique les préjugés raciaux des policiers et le fait qu'un nombre disproportionné de jeunes noirs et d'Autochtones soient poursuivis pour diverses infractions. Ils critiquent en outre les médias qui, selon eux, associent les cultures et les modes de vie différents à une certaine insécurité. Ils ont observé que le mot « tolérance » était encore utilisé, mais pensent qu'il signifie davantage « supporter la présence des gens » que « les faire participer à la vie sociale et les respecter ».

Faire la promotion des liens et des possibilités

Les participants considèrent que la diversité culturelle et sociale du Canada est un des éléments qui fait la force de la société canadienne. Un grand nombre de Canadiens ont des origines géographiques, une culture et des centres d'intérêt différents. Les personnes consultées pensent qu'il faut respecter l'identité

Voici ce qu'ont dit les hauts fonctionnaires :

Nous devons déterminer les façons les plus positives d'intervenir et établir de quelle manière nous pourrions travailler efficacement avec les collectivités et les autres paliers de gouvernement.



Il n'est pas nécessaire de s'inquiéter à propos des gens qui portent des armes à feu.

Il est tout à fait légitime de manquer de confiance lorsqu'on appartient à un groupe qui fait l'objet de discrimination.

La cohésion sociale passe par la justice sociale — c'est ce que représentait Trudeau.



culturelle, religieuse, ethnique, linguistique, démographique et idéologique de chacun. Il faut que le domaine public soit divisé en divers espaces qui accueillent des gens de tous horizons et encouragent la coopération. Les jeunes accordent la priorité aux initiatives qui multiplient les occasions qu'ont les Canadiens de travailler ensemble, d'apprendre à se connaître et de reconnaître le talent et l'expérience de tous, au lieu de chercher à assimiler tout le monde à un même idéal. Pour établir des liens, il faut veiller à ce que chaque quartier et chaque organisation accueille tout le monde. La promotion de nos deux langues officielles demeure un élément connecteur important.

4. Renforcement des capacités des collectivités autochtones

Les participants ont reconnu qu'il serait particulièrement pertinent de faire de la recherche axée sur la cohésion sociale à propos du statut des Autochtones du Canada. Les spécialistes gouvernementaux de la recherche ont fait observer que la population autochtone est globalement beaucoup plus jeune que celle du reste du Canada — tendance qui pose des problèmes, mais crée également la possibilité de renforcer la cohésion sociale et l'inclusion des membres de ce groupe démographique. Le pourcentage élevé de jeunes Autochtones de moins de 15 ans, en plus du fait qu'ils ont souvent un niveau de scolarité peu élevé, laisse à penser que le statut socio-économique de certains pourra se détériorer en vieillissant et qu'ils auront de la difficulté à accéder au marché du travail.

Les participants se sont dits inquiets à propos de la participation des Autochtones à la vie sociale et de leur sentiment d'appartenance. Les résidents des centres urbains sont particulièrement exposés aux problèmes. Les personnes ayant participé aux programmes liés au Partenariat rural canadien ont cependant noté que, dans les régions rurales du pays, les déficits sociaux sont particulièrement marqués au sein des collectivités autochtones. La Société canadienne d'hypothèques et de logement et le Secrétariat national pour les sans-abri (entre autres) ont mené des études qui

révèlent la situation dramatique de nombreux Autochtones par rapport à divers indicateurs socio-économiques. Le nombre très élevé d'Autochtones condamnés pour des infractions criminelles est révélateur, et le dernier discours du Trône faisait d'ailleurs du règlement de ce problème un objectif national. Les études essaient de déterminer pourquoi certaines collectivités autochtones sont confrontées à un niveau de violence critique, tandis que d'autres sont relativement sûres.

Les participants pensent que les Autochtones souhaitent vivement renforcer leurs capacités et s'épanouir pleinement, mais croient que les possibilités de participation que leur offrent l'économie et la société canadiennes sont limitées. Un participant autochtone a fait observer que les Autochtones ont parfois le sentiment qu'on leur ferme les portes, qu'on ne les écoute pas et qu'on les laisse de côté.

Les Autochtones ont déclaré qu'ils ne voulaient pas que leurs problèmes soient masqués par la question du multiculturalisme; ils ne veulent pas non plus être considérés comme une minorité ethnique. En outre, ils n'accepteraient pas qu'on assimile la cohésion sociale à une recherche d'homogénéité. Il est important que tous les Canadiens soient réceptifs à des approches non traditionnelles et, en particulier, qu'ils reconnaissent la contribution majeure qu'ont apportée et que continuent d'apporter à la société canadienne la culture et les peuples autochtones. Les problèmes des Autochtones canadiens sont uniques, mais ils ne sont pas les mêmes dans toutes les collectivités du pays. Un participant autochtone a indiqué qu'il ne fallait pas supposer que les collectivités autochtones constituaient un modèle de cohésion sociale, ou qu'elles partageaient toutes la même vision. Au contraire, elles sont très diverses; il faut essayer de mieux comprendre la dynamique des différentes collectivités autochtones. Les participants pensent que la défense des droits et les structures juridiques peuvent faciliter la promotion de l'efficacité des interventions collectives. Ils recommandent le renforcement des capacités et la promotion du leadership grâce à une recherche active.

Il faut mobiliser les ressources, mais adopter une approche différente en élargissant les réseaux existants qui facilitent la collaboration et les partenariats, la réciprocité et le principe de l'association. Il faut entreprendre des recherches transdisciplinaires et intersectorielles, axées sur l'établissement de liens. Il faut recruter des personnes compétentes et établir des réseaux.



De nombreuses recherches ont déjà été entreprises dans ce domaine et, selon les personnes consultées, il faudrait maintenant mettre l'accent sur des projets pilotes auxquels participeraient les collectivités, au lieu d'attendre les résultats de nouvelles études pour prendre des mesures. Même si l'on ne sait pas encore vraiment ce qui fonctionne, les participants pensent que la mise en œuvre prochaine de projets pilotes et d'autres initiatives permettrait de tirer des enseignements de la pratique.



Il faut éliminer les obstacles. Lorsque la population n'est pas d'accord à propos d'une question donnée, il faut l'écouter, et pas la réprimer à l'aide de brigades anti-émeutes.

5. Paix et sécurité

Les Canadiens consultés sont très attachés à la sécurité, à la paix, au civisme et aux droits qui sont les garants de leur qualité de vie. Les spécialistes gouvernementaux de la recherche classent la paix, l'établissement de la paix, les collectivités sûres et la *Charte canadienne des droits et libertés* au rang des principaux déterminants de la cohésion sociale; selon eux, ces éléments nous permettent de nous distinguer des Américains et contribuent à la réputation que nous avons dans le monde.

Selon les jeunes participants en particulier les immigrants et les visiteurs disent souvent que la paix, la sécurité et le civisme comptent parmi les principaux atouts du Canada. Ils pensent également que nous nous distinguons depuis longtemps des Américains en raison du niveau de sécurité personnelle plus élevé qu'on observe au Canada. En particulier, ils font observer que peu de Canadiens possèdent des armes à feu et que le nombre d'agressions à main armée est plus bas dans notre pays. Les jeunes que nous avons rencontrés se sont également dits fiers de leur histoire, marquée par l'intégration et l'acceptation de la diversité. On ne nous demande pas de nous intégrer à un « creuset de cultures » (*melting pot*), mais on nous encourage à célébrer nos différences, convaincus que nos droits et les institutions basées sur ces droits protègent cette liberté. Les jeunes ont par ailleurs mentionné l'importance qu'ils accordent à la justice et à l'absence de discrimination.

Comment pouvons-nous gérer la peur et l'insécurité dans l'optique de la cohésion sociale?

Lorsqu'on examine les problèmes dans une optique de cohésion sociale, on constate évidemment que les victimes de crimes et de violence, ainsi que les victimes de discrimination, n'ont pas la possibilité de participer pleinement à la vie sociale. Nous ne devons pas considérer notre paix, notre sécurité ou tout autre de nos points forts comme acquis. Certains groupes, par exemple les jeunes noirs de Toronto, ne se sentent pas toujours en sécurité lorsqu'ils sont en présence de la police ou des forces de sécurité. Ils font partie des groupes sociaux qui ne se contentent pas des droits et protections qu'on leur accorde. D'autres, comme les femmes qui doivent recourir aux injonctions restrictives, considèrent parfois que la police est garante de leur sécurité. Tout le monde n'est pas vulnérable de la même façon et ne se sent pas en sécurité dans les mêmes circonstances.

Les études existantes relatives à la victimisation et à la peur de la victimisation ont révélé que la peur n'est pas une réponse logique au risque. Il s'agit en fait d'un phénomène culturel complexe. Pour atténuer les craintes des gens et les effets négatifs de celles-ci, nous devons bien comprendre à quel point différents groupes composant la société se sentent vulnérables, et bien saisir la façon dont ces groupes réagissent à nos mécanismes de sécurité et à notre système de justice.

L'attaque terroriste du 11 septembre 2001 a eu un effet considérable sur la vision qu'ont les Canadiens de la paix et de la sécurité. Des situations qui nous paraissaient banales auparavant semblaient tout à coup réclamer notre attention : liberté de nous déplacer selon notre bon vouloir et de nous rendre dans des lieux publics sans craindre pour notre sécurité. La sécurité physique et émotionnelle et la confiance sont devenues des composantes plus manifestes de la cohésion sociale. Les Canadiens d'origine arabe ou de confession musulmane, ainsi que ceux que l'on croit Arabes ou musulmans, ont ressenti les effets de la peur du public. Ils ont donc besoin qu'on leur montre les liens qui les unissent aux autres Canadiens, et qu'on leur prouve qu'ils sont acceptés et intégrés. Il faut

Je suis ravi d'apprendre par tant de gens que le gouvernement fédéral appuie les collectivités, et ne cherche pas à les remplacer ou à les surcharger de travail. Le gouvernement fédéral a un rôle moteur évident à jouer en matière de cohésion sociale.





déterminer les liens qui permettront le plus facilement de régler les problèmes de racisme et de mettre un terme aux divisions exacerbées par l'angoisse et la peur. Pour les membres des minorités visibles, et en fait pour tous les Canadiens, l'établissement de liens et la participation à la vie sociale revêtent plus d'importance depuis le 11 septembre.

Il y aura inévitablement des débats à propos de l'interdépendance entre la cohésion sociale, la sécurité, la liberté et la justice. Les commentaires recueillis lors de ces consultations peuvent donner une bonne idée des répercussions du terrorisme et de la peur sur la participation, des liens à établir, et du besoin d'équité et d'accès aux services. Si nous ne parvenons pas à régler ces problèmes rapidement et de façon appropriée, et si le climat de guerre et de peur persiste ou réapparaît, il pourrait être difficile de maintenir le niveau d'immigration dont le pays a besoin.



Un autre effet plutôt invisible des attaques terroristes a été le redéploiement des forces de police et des services de sécurité. Il faudra peut-être étudier l'impact de cette réaction. Par ailleurs, à la suite des attentats, nous avons modifié notre comportement à l'égard des États-Unis et nos relations avec eux. Il faut également examiner les changements subtils qui ont marqué la façon dont les Canadiens comprennent et vivent la sécurité. Il faut enfin analyser les liens entre ces changements sociaux et ceux qui touchent l'immigration, la mondialisation et l'intégration nord-américaine.

6. Technologie de l'information, nouvelle économie, mondialisation et intégration

Les participants aux consultations ont beaucoup parlé de l'importance des transformations économiques pour la vie sociale. Ils ont observé que plusieurs impacts sociaux sont imputables à la mondialisation croissante de l'économie et à la multiplication des liens au sein de l'Amérique du Nord, ainsi qu'à l'évolution des structures industrielles, des investissements et des marchés mondiaux. Au Canada, le résultat fût, observèrent-ils, une évolution de la structure du travail

et de l'aide sociale, et des répercussions sur les politiques sociales et culturelles et sur les institutions politiques.

Certains font observer que les impacts diffèrent d'une région et d'un centre urbain à l'autre. Certaines régions ont bénéficié de cette évolution, tandis que d'autres ont connu des pertes d'emplois ou un ralentissement du développement économique et l'effritement connexe de la population en âge de travailler.

Certaines villes, mais aussi d'autres administrations, subissent de plus en plus de pressions de la part de citoyens qui leur demandent de réduire les taxes, ou tout au moins de ne pas les augmenter, ce qui les oblige à réduire les budgets alloués aux programmes sociaux et aux espaces communautaires, éléments composant pourtant le mortier de la cohésion sociale. De là, les régions rurales subissent l'effet du dépeuplement, ce qui influe négativement sur la qualité de vie dans ces régions.

Les participants ont mis en évidence la nécessité constante de communiquer et de se déplacer dans une économie et une société basées sur le savoir. L'extrême mobilité de la population au sein des villes, et à l'échelle des provinces, du pays et de la planète fait partie intégrante de la mondialisation et de l'ouverture des frontières. Les gens passent d'un emploi, d'une école et même d'une famille, à un autre plus fréquemment que par le passé. Les pressions économiques et le besoin de mobilité imposés aux familles devraient être analysés dans le contexte d'une population vieillissante et d'un besoin accru de soutien social de la part des ménages et du secteur non-officiel.

Internet

Les participants jugent que les nouvelles technologies de l'information et des communications et, en particulier, l'incidence marquée d'Internet, ont de très nombreux effets sur les relations sociales et sur l'équité. Ils offrent de nouveaux moyens de participer et d'établir des liens avec les autres. Les nouvelles études nous poussent à nous demander si les gens ne préfèrent pas la « cybercommunication » aux contacts

en personne avec leurs voisins ou les membres de leur famille, ou si les contacts virtuels créent une intensification des relations sociales déjà établies. Certains se disent préoccupés par la division entre ceux qui ont accès aux « médias numériques » et ceux qui n'y ont pas accès. Les participants se sont également demandé qui pouvait faire entendre sa voix dans la nouvelle ère du numérique. Sur Internet, la sécurité publique, le gouvernement en direct, le commerce électronique, la cyberpolitique et les réseaux dépendent tous de la confiance et de la coopération entre des gens qui ne se connaissent pas. La réalité virtuelle qui est le propre d'Internet crée en outre des problèmes stratégiques : il faut par exemple déterminer de quelle façon on peut gérer les contenus douteux destinés aux enfants ou les contacts inappropriés établis avec eux, ainsi que d'autres préjudices et cybercrimes.

Préoccupations à propos des changements touchant l'économie mondiale

Les participants ont dit craindre que la concurrence internationale et l'intégration des marchés n'imposent des pressions aux institutions nationales, infranationales et municipales. Ils observent l'influence croissante des organismes et des accords internationaux, par exemple du G8, du Fonds monétaire international, de l'Organisation mondiale du commerce et de l'Accord de libre-échange nord-américain, mais aussi des multinationales et de la criminalité transnationale. Certains craignent qu'en accordant la première place à l'économie, on n'adopte des politiques qui nuiront involontairement à nos collectivités ou à l'esprit d'équité. En outre, les organisations non gouvernementales et la société civile risquent de devoir répondre aux besoins sociaux sans disposer de l'infrastructure et des ressources nécessaires. Les participants représentant la société civile ont exhorté les gouvernements à mettre l'accent sur la productivité économique et l'inclusion sociale. Les jeunes participants ont demandé au gouvernement d'axer ses efforts d'instauration de la cohésion sociale sur la réduction de la pauvreté, les sans-abri et la lutte contre la faim, en investissant dans des logements abordables et en veillant à ce que les besoins de base soient satisfaits.

Les jeunes ont notamment fait observer que leurs pairs affichaient un certain cynisme à propos des effets de la mondialisation sur la société et sur l'environnement. Selon eux, les jeunes Canadiens redoutent vraiment que les pratiques et les accords commerciaux internationaux menacent la santé de l'environnement et le caractère inclusif et le bien-être des collectivités.

Les jeunes, les travailleurs de première ligne et les personnes marginalisées sont convaincus qu'en vertu du principe de la participation, les autorités devraient prêter une oreille attentive aux protestations des citoyens. Les gens devraient avoir le droit d'organiser leurs forces, et il faudrait autoriser l'activisme et la critique. La recherche stratégique dans ce domaine devrait porter sur les nouvelles formes de participation politique non traditionnelle et les nouveaux types de collectivités, incluant les collectivités virtuelles et les communautés d'intérêts. Les participants ont demandé au gouvernement fédéral de travailler avec d'autres paliers de gouvernement, ainsi qu'avec les organisations communautaires et sans but lucratif, en vue de mieux comprendre les nouveaux mécanismes de cohésion sociale et comment en faire la promotion.

En raison des nouvelles activités scientifiques et technologiques, par exemple la production d'aliments transgéniques et de traitements génétiques, les participants craignent que certaines de leurs préoccupations ne soient pas prises en compte. Grâce à de tels changements sociaux, on pourrait développer l'intégration des citoyens et promouvoir la participation. Cependant, ils peuvent aussi générer des problèmes si les attentes et les inquiétudes qu'exprime le public sont traitées à la légère.

Enjeux liés à la recherche



Les participants ont mis à profit leur expérience de la recherche et de l'analyse stratégiques en traduisant les résultats de la recherche en politiques et en améliorant la collaboration avec les professionnels de première ligne, les organismes communautaires et les experts.

Points forts de la recherche

Les consultations ont mis en lumière les points forts de la recherche, notamment le fait qu'on dispose d'une quantité de plus en plus élevée de données grâce aux enquêtes nationales très efficaces et à la mise en œuvre de nombreux projets communautaires. En outre, les activités de coordination, ainsi que les travaux horizontaux et intersectoriels, se multiplient. Cela améliore l'efficacité du processus, tout en réduisant le volume de recherches effectuées « en vase clos ».

Des activités de recherche stratégique sont en cours à Statistique Canada, dans les ministères fédéraux chargés des politiques sociales, les universités et les centres d'excellence, dans le cadre de projets de recherche horizontale comme Metropolis, et au sein du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH). Les liens sociaux pourraient être renforcés par les activités permanentes de recherche communautaire entreprises par des organisations comme les conseils de planification sociale, les organismes communautaires et les fondations sans but lucratif. Les autres activités de recherche importantes sont celles qui sont entreprises dans le cadre de programmes et par des organisations de première ligne comme la police ou les services de santé communautaires, les foyers d'accueil pour sans-abri ou pour femmes battues et les banques alimentaires.

On connaît très bien plusieurs des questions mises en lumière, par exemple les disparités économiques et les raisons pour lesquelles certaines personnes deviennent pauvres ou arrivent à s'en sortir. Des recherches sont entreprises à l'échelle communautaire et nationale à propos de la situation des collectivités autochtones, des besoins d'intégration des immigrants, et des besoins en matière de services de santé publique. Dans l'esprit des recommandations formulées lors de ces consultations, certaines études permettent aux analystes de comprendre les liens entre différents facteurs comme le fait d'être membre d'une minorité visible et d'être sans emploi, ou les facteurs propices à la victimisation avec violence. Il pourrait être utile d'identifier et de faire la synthèse des principaux résultats de ces études.

Il est essentiel de renforcer les liens entre la recherche et l'élaboration des politiques... Souvent, à cause du manque de temps, [les décideurs] ignorent l'existence de certaines études ou n'en tiennent pas compte. Il faut demander à des intermédiaires de surveiller l'évolution de la recherche et de créer des produits utilisables [par les décideurs].

Nous disposons de nombreuses données, mais d'un nombre insuffisant d'analyses.

Le Conseil du Trésor alloue les fonds de façon « verticale » sans stimuler la collaboration ou attribuer les ressources nécessaires.



En outre, on a récemment défini les liens entre les mécanismes de soutien communautaire, les capacités et les objectifs sociaux, comme le développement des jeunes enfants et la capacité de résistance des familles pauvres. Des études longitudinales de bonne qualité ont permis aux chercheurs de déterminer plus précisément les causes de la marginalisation. Parallèlement, les études et les évaluations portant sur les projets pilotes et communautaires permettent de déterminer les éléments propices à la cohésion communautaire, au leadership et au renforcement des capacités.

Comment améliorer l'efficacité de la recherche stratégique horizontale

Les participants ont souligné la nécessité de renforcer les capacités de recherche du gouvernement et du secteur communautaire, de déterminer comment les résultats de la recherche peuvent servir en fait de création ou modification de politiques, d'unir plus efficacement les résultats obtenus dans les différents secteurs, et de mettre en œuvre des projets pilotes et des études récapitulatives en vue de tirer des conclusions et des enseignements.

Établir des liens entre la recherche, les politiques et la mise en œuvre

Les hauts fonctionnaires ont insisté sur la nécessité de mieux expliquer aux décideurs les répercussions que devrait avoir la recherche sur les politiques. Pour ce faire, il faudrait établir des termes spécifiques approuvés par tous les intervenants, et définir de façon uniforme les concepts clés, puis établir des liens entre ces concepts et les indicateurs, ce qui garantira par ailleurs que les résultats mesurés refléteront la réalité et seront donc utilisables. Dans ce domaine, « nous disposons de nombreuses données, mais d'un nombre insuffisant d'analyses ».

Remédier au problème de la limitation des ressources et des compétences

Les hauts fonctionnaires et les spécialistes gouvernementaux de la recherche ont insisté sur la nécessité de développer la capacité des ministères chargés d'établir

des politiques à le faire en s'appuyant sur la recherche. Selon eux, il faut avant tout analyser avec soin les données existantes. Trop souvent, les politiques sont basées sur des corrélations établies entre divers facteurs, qui n'indiquent pas le sens des relations cause-effet. Les études longitudinales sont particulièrement importantes pour la détermination des causes et des effets de diverses situations interconnectées. Ils affirment que les analyses ne sont pas assez nombreuses en raison des compressions budgétaires imposées à la recherche au sein du gouvernement fédéral, ainsi que du manque d'expertise statistique et analytique et d'expérience parmi les diplômés d'universités.

Ils considèrent comme une faiblesse les limites imposées aux ressources des secteurs communautaire et non gouvernemental. Les experts de la société civile font observer qu'il y a peu d'instituts de recherche au Canada et que les fonds publics alloués à ces établissements varient constamment d'un budget à l'autre, ce qui rend difficile la mise en œuvre de projets.

S'associer aux organisations communautaires et de première ligne

Les participants ont exhorté le gouvernement fédéral à travailler avec d'autres paliers de gouvernement et avec des organisations communautaires et sans but lucratif, en vue de mieux comprendre les mécanismes de la cohésion sociale et la façon de promouvoir celle-ci. Il faudrait mettre l'accent sur le renforcement des capacités, la détermination des pratiques exemplaires et la diffusion des résultats. Les membres de la société civile qui ont été consultés souhaitent participer à l'établissement des priorités. Ils ont demandé au gouvernement de jouer le rôle de facilitateur, d'apporter son soutien et de servir d'intermédiaire pour la communication des connaissances. Par ailleurs, les hauts fonctionnaires fédéraux ont dit craindre l'adoption d'une approche descendante, et ont déclaré que le gouvernement devrait appuyer les initiatives communautaires et citoyennes.

Le gouvernement a déjà mis en œuvre tellement d'études que vous devriez vous en inspirer et en synthétiser les résultats.



Voici ce qu'ont dit les hauts fonctionnaires :

La recherche, l'élaboration des politiques et leur mise en œuvre s'inscrivent dans le cadre d'un processus important. Il ne suffit pas de poser les bonnes questions lors de la recherche et d'adopter les bonnes politiques. En effet, nous négligeons trop souvent la mise en œuvre; nous devons penser aux liens entre l'élaboration et la mise en œuvre. Celle-ci est une étape importante. Il faut lancer des initiatives pilotes et faire participer les collectivités à la recherche de solutions.

Comment partager les connaissances et établir des liens entre la recherche et l'action



Les experts des secteurs non gouvernementaux ont demandé aux gouvernements de faciliter le renforcement des capacités des collectivités. Il faudrait donc former davantage de partenariats plus efficaces avec les organisations de base. Ces mêmes experts considèrent que le partage et la diffusion du savoir permettent de réduire le gaspillage, en veillant à ce que les organismes ajoutent aux connaissances acquises au lieu de « réinventer la roue ». Parmi les approches valables, ils ont mentionné la cocréation, la fourniture d'espaces réservés aux discussions et l'affectation de personnel aux différents secteurs. Ils pensent qu'il faut en priorité utiliser les connaissances existantes et agir maintenant pour aider ceux qui en ont besoin.

Les participants se sont dits très favorables à la recherche active qui facilite le renforcement des capacités des collectivités et des organisations. Ils recommandent la mise en œuvre de processus inclusifs et participatifs, par exemple la recherche-action participative. De la sorte, les chercheurs pourraient à la fois apprendre des organisations de première ligne et les aider (par exemple, les organismes d'accueil, qui souhaitent participer davantage à la recherche, mais ne disposent pas des ressources pour le faire). Nous devons adopter des pratiques qui font naître chez tous les citoyens un sentiment d'appartenance, ainsi que celui d'être utile et d'avoir les capacités nécessaires.

Selon les jeunes, la représentation est un facteur clé de l'inclusion. Ils recommandent une approche holistique axée sur la consultation, destinée à responsabiliser les personnes marginalisées en les faisant participer à la vie sociale et en familiarisant les clients avec les principaux enjeux. Ils pensent que les activités de recherche et les politiques gouvernementales devraient être adaptées aux besoins et aux priorités des citoyens, et que ce sont les personnes les plus touchées par les problèmes qui devraient établir les priorités et participer à la recherche de solutions.

Conclusion



Les experts et les professionnels consultés à propos de la cohésion sociale sont presque tous d'accord sur ses composantes et les préoccupations qu'elle soulève. Selon eux, une société caractérisée par la cohésion sociale est une société inclusive dont tous les membres sont liés les uns aux autres, ce qui facilite la participation. Ils pensent en outre qu'une telle société a besoin d'espaces publics, d'institutions et de programmes permettant d'établir des rapprochements au-delà des distances et des différences. Une fois que l'on a défini les éléments concrets et mesurables de la cohésion sociale, ainsi que les enjeux connexes liés aux politiques sociales, on dispose d'un modèle qui permet d'établir les tendances marquant les différents volets de la société et d'évaluer dans quelle mesure nous parvenons à créer la société inclusive que nous cherchons à instaurer au Canada.

Les participants ont défini plusieurs facteurs sociaux essentiels à la compréhension des problèmes qui se poseront à l'avenir au Canada en matière de cohésion sociale. Ces facteurs, qui évoluent rapidement, justifient des activités de recherche stratégique et des mesures concrètes :

- participation, citoyenneté et gouvernance;
- répartition des revenus, équité, inclusion et accès;
- immigration, intégration et respect de toutes les formes de diversité;
- renforcement des capacités des collectivités autochtones;
- paix et sécurité;
- technologie de l'information, nouvelle économie, mondialisation et intégration.

Ont participé à ce processus consultatif des partenaires du gouvernement, des universitaires et des représentants d'organisations communautaires. Le cadre proposé dans le présent document suggère le renforcement des liens entre la recherche stratégique et les pratiques de première ligne dans ce domaine. En déterminant de quelle façon les organismes communautaires et de première ligne établissent la cohésion sociale, les décideurs pourront mieux comprendre comment lier ces initiatives aux initiatives gouvernementales afin d'améliorer les capacités des intervenants. Ces consultations vont servir de point de départ et permettre à tous les ministères de se réunir afin de répondre ensemble à leurs besoins en matière de recherche stratégique; de plus, les personnes consultées ont donné des conseils sur les approches possibles de la recherche stratégique, et qui approcher en vue d'une collaboration entre les trois secteurs.

Annexe

Participants consultés sur la cohésion sociale

Amanda Aizlewood

Agente de recherche,
Recherche et analyse stratégiques
Patrimoine canadien

Bob Arnold

Département de sociologie
Université Queen's

Marcia Armstrong

Projet de recherche sur les politiques

Greg Baeker

Arts and Cultural Planning
Toronto (Ontario)

Jen Balthuis

Sketch
Toronto (Ontario)

Sushma Barewal

Agente principale
Projet de recherche sur les politiques

Paul-André Baril

Coordonnateur, Secteur de la santé,
Fédération des communautés francophones et
acadienne (FCFA)
Toronto (Ontario)

Dan Beavon

Directeur intérimaire
Direction de recherches et de l'analyse
Affaires indiennes et du Nord Canada

Caroline Beauvais

Agente de recherche, Réseau famille
Réseaux canadiens de recherche
en politiques publiques

Johanne Bélisle

Directrice générale, Planification stratégique et
coordination des politiques
Patrimoine canadien

Guillaume Bissonnette

Directeur général, Direction des
relations fédérales-provinciales et
de la politique sociale
Ministère des Finances Canada

Sophie Bonneau

Étudiante
Université de Calgary

Tamara Candido

Analyste principale en politique
Planification stratégique et
coordination des politiques
Gendarmerie royale du Canada

Lucie Bourque

Chef, recherche rurale, Secrétariat rural
Agriculture et Agroalimentaire Canada

Meyer Burstein

Chef de direction, projet Métropolis
Citoyenneté et Immigration Canada



Mallar Chakravarty

Génie biomédical, étudiant
Université McGill

Cheryl Christensen

Détaillante et activiste

Valerie Clements

Directrice générale,
Stratégie et coordination
Développement des ressources
humaines Canada

Peter Clutterbuck

Codirecteur, Community Social Planning
Council of Toronto (CSPC)

Carmen Connolly

Directrice
Institut canadien d'information sur la santé

Joan Coulter

Directrice adjointe, Centre canadien de la
statistique juridique
Statistique Canada

Sue Cox

Directrice exécutive, Daily Bread Food Bank
Toronto (Ontario)

Margaret Cumming

Conseillère principale en politiques,
Division des politiques horizontales
Santé Canada

Ann Dale

Département des sciences,
de la technologie et de l'environnement
Royal Roads
Université Victoria
Victoria (Colombie-Britannique)

Albert Daoust

Gestionnaire, Analyse des politiques et des
programmes, Secrétariat aux coopératives
Agriculture et agroalimentaire Canada

Jeff Dayton-Johnson

Département d'économie
Université Dalhousie
Halifax (Nouvelle-Écosse)

Jeannie Dempster

Analyste des politiques, sécurité du revenu,
politique sociale
Ministère des Finances Canada

Nathalie Des Rosiers

Présidente, Commission du droit du Canada

Claude Denis

Faculté Saint-Jean
Université d'Alberta
Edmonton (Alberta)

Madeleine Dion Stout

École des études canadiennes
Université Carleton

Cameron Doyle

Spécialiste en communications techniques

Brian Emmett

Vice-président,
Agence canadienne
de développement international
Hull (Québec)

Nils Englestad

Études politiques / Relations internationales,
Vision internationale
Université de Toronto

Marc Fonda

Agent de programmes, Programmes
stratégiques et initiatives conjointes
Conseil de recherches en sciences
humaines du Canada

Myriam Fortin

Chef, Analyse de la planification
Direction de la recherche et de l'analyse
Agriculture et agroalimentaire Canada

Sid Frankel

Président, Social Planning Council of Winnipeg
Winnipeg (Manitoba)

Gregory Frankson

CITO Grassroots
Centre de recherche et d'innovation d'Ottawa

Catherine Frazee

Conseillère en droits de la personne pour la
Canadian Abilities Foundation et le Conseil des
Canadiens avec déficiences; présidente du
Groupe de travail sur l'éthique et les valeurs de
l'Association canadienne pour l'intégration
communautaire

Christa Freiler

Coordonnatrice, Children's Agenda Program
Laidlaw Institute

Mathew Geiger-Miller

Directeur des plaidoiries
Réseau national des jeunes pris en charge

Gregory Gillespie

Conseiller en politiques, Politique stratégique
Citoyenneté et Immigration Canada

Sandra Ginnish

Directrice générale des traités,
de la recherche, des relations internationales
et de l'égalité entre sexes
Affaires indiennes et du Nord Canada
Hull (Québec)

Hélène Gosselin

Sous-ministre adjoint
Patrimoine canadien
Hull (Québec)

Michelle Gosselin

Directrice générale, Section de l'intégration
et de la coordination des politiques
Ministère de la Justice du Canada

Andrew Graham

CARE Canada
Ottawa (Ontario)

Janet Hagey

Directrice, Statistiques sociales,
du logement et des familles
Statistique Canada

Nora Hammell

Analyste principale de la recherche
Condition féminine Canada

Sherri Hanley

Fédération canadienne des
municipalités
Ottawa (Ontario)

Al Hatton

Secrétariat de l'Initiative
du secteur bénévole
Ottawa (Ontario)

Denise Helly

Institut national de recherche scientifique
Urbanisation, Culture et Société
Université de Montréal

Margaret Hill

Conseillère principale, Liens nord-américains
Recherche sur les politiques

Valerie Howe

Agente principale de recherche
Division de la recherche et
de la statistique
Ministère de la Justice du Canada

Leigh Howell

Directeur, Division de la recherche
Société canadienne d'hypothèques et
de logement

Florence Ievers

Coordonnatrice
Condition féminine Canada

Martha Jackman
Faculté de droit
Université d'Ottawa

Dr. Roman Jakubow
Directeur, Analyse stratégique
Défense nationale

Maysa Jalbout
Conseillère, Éducation
Agence canadienne de développement inter-
national

Sharon Jeannotte
Gestionnaire
Recherche comparative internationale
Recherche et analyse stratégiques
Patrimoine canadien

Liss Jeffrey
Ecommons
Toronto (Ontario)

Eric Jenkins
Analyste principal des politiques
Division de l'analyse quantitative et
de la recherche
Santé Canada

Jane Jenson
Directrice, Réseau de la famille
RCRPP
Ottawa (Ontario)

Joy F. Kane
Sous-ministre adjointe principale
Secteur des politiques
Ministère de la Justice du Canada

Karim Karim
Département de journalisme
Université de Carleton

Marie-France Kingsley
Agente principale de recherche
Politiques stratégiques
Solliciteur général du Canada

Audrey Kobayashi
Département de géographie
Université Queen's

Andrew Kovacs
Canada25
Cabinet de John Godfrey, Député
Chambre des communes

Carole Lacombe
Sous-ministre adjointe associée
Identité canadienne
Patrimoine canadien

Mylène Lambert
Agente de recherche
Division de la recherche et de la statistique
Ministère de la Justice du Canada

Chantal Langevin
Adjointe, Recherche et analyse
Communications Canada

Peter S. Li
Département de sociologie
Université de Saskatchewan
Saskatoon (Saskatchewan)

Stan Lipinski
Directeur associé
Division de la recherche et de la statistique
Ministère de la Justice du Canada

Brian McFarlane
Santropol Roulant
(Programme Meals on Wheels)

Greg Macleod
Directeur-Tompkins Institute
University College of Cape Breton
Sydney (Nouvelle-Écosse)

Daniel Matte
Agent des projets spéciaux
Ministère de la Justice du Canada

Patricia McDowell

Directrice générale
Direction de la planification stratégique et
coordination
Ressources naturelles Canada

Matthew Mendelsohn

Département des études politiques
Université Queen's

Beverlee Moore

Gestionnaire principale de la recherche
Direction de la recherche et de l'analyse
Affaires indiennes et du Nord Canada

Joan Netten

Présidente, Canadian Parents for French
Ottawa (Ontario)

Linda Niksic

Analyste des politiques
Secrétariat national pour les sans-abri
Développement des ressources humaines
Canada

Pierre Noreau

Faculté de droit
Centre de recherche en droit public
Université de Montréal

Doug Norris

Directeur général, Direction de la statistique
démographique et du recensement
Statistique Canada

Sean Norton

Agent de recherche, Directeur
Recherche et évaluation des ressources
humaines
Défense nationale

Michael O'Connell

Sketch (Programme pour les enfants de la rue)
Toronto (Ontario)

Kathy O'Hara

Secrétaire adjointe du Cabinet
Politique du développement social
Bureau du Conseil privé

Gilles Paquet

Centre sur la gouvernance
Université d'Ottawa

Leslie A. Pal

School of Public Policy and Administration
Université Carleton

Ravi Pendakur

Gestionnaire intérimaire
Recherche et analyse stratégiques
Patrimoine canadien

George Perlin

Centre for the Study of Democracy
Département des études politiques
Université Queen's

Katherine Pestieau

Conseillère principale de projet
Projet Métropolis
Citoyenneté et Immigration Canada

Ann Ratcliffe

Directrice générale, Politique stratégique,
planification et recherche
Citoyenneté et Immigration Canada

Zenaida Ravanera

Département de sociologie
Centre de sciences sociales
Université de Western Ontario
London (Ontario)

Paul Reed

Spécialiste supérieur des sciences sociales
Secteur des études analytiques
et comptes nationaux
Statistique Canada

Jeff Reitz

Centre pour les relations industrielles
Université de Toronto

Nikisha Reyes Grange

Taking It Global, Social Entrepreneurs

Paul Roberts

Conseil canadien de développement social
Ottawa (Ontario)

Eric Robitaille

Analyste principal en politiques
Politiques stratégiques et recherche
Bureau du Conseil privé

Morris Rosenberg

Sous-ministre et sous-procureur général
Ministère de la Justice du Canada

Penelope Rowe

Directrice générale
Community Services Council,
Newfoundland and Labrador
St. John's (Terre-Neuve)

Brian Ray

Conseiller principal, Projet Métropolis
Citoyenneté et Immigration Canada

Roberta Russell

Directrice
Division de la recherche et
de la statistique
Ministère de la Justice du Canada

Jean-Guy Saint-Martin

Sous-ministre adjoint
Politiques, Planification et informations
Développement économique Canada
pour les Régions du Québec
Hull (Québec)

Daniel Salée

Directeur, École des affaires publiques et
communautaires
Université Concordia
Montréal (Québec)

Gary D. Sawchuk

Économiste principal, Initiatives stratégiques
Analyse micro-économique
Industrie Canada

Susan Scotti

Sous-ministre adjointe, Initiative nationale
pour les sans-abri
Développement des ressources
humaines Canada

Mario Seccareccia

Département de science économique
Université d'Ottawa

Leslie Seidle

Directeur général
Politiques stratégiques et recherche
Bureau du Conseil privé

Mike Sheridan

Statisticien adjoint en chef
Statistique sociale des institutions et du travail
Statistique Canada

Hélène Shirreff

Agente principale de recherche stratégique
Services stratégiques pour les entreprises
Parcs Canada

Ian Shugart

Sous-ministre adjoint
Santé Canada

David Shulman

Cooronnateur
Democracy Education Network
Toronto (Ontario)

Lucila Spiegelblatt

Services d'immigration catholique
Ottawa (Ontario)

Vasanthi Srnivassan

Directrice exécutive
Politiques et conception des programmes
Santé Canada

Dick Stanley
Directeur, Recherche et analyse stratégiques
Patrimoine canadien

Frank Stark
Trinity College
Toronto (Ontario)

Kelly Stone
Directrice
Politiques et coordination du portefeuille
Solliciteur général du Canada

Deborah Sword
Institut d'études pédagogiques de l'Ontario
Université de Toronto

Sue Szabo
Projet de recherche sur les politiques

Suzanne Tining
Directrice exécutive adjointe
Planification, recherche et coordination
régionale
Communications Canada

Paul Turmel
Service parajudiciaire, Native Court Services
Québec (Québec)

Solange Van Kemenade
Recherches des politiques
Division de l'analyse quantitative
et de la recherche
Santé Canada

John Verdon
Analyste stratégique
Directeur, Coordination stratégique des
ressources humaines (DCSRH)
Défense nationale

Jean-Pierre Voyer
Directeur exécutif adjoint
Projet de recherche sur les politiques
Ottawa (Ontario)

Daniel Weinstock
Faculté des arts et des sciences - Philosophie
Université de Montréal

Maureen Williams
Agente principale de recherche
Recherche internationale comparée
Patrimoine canadien

Allen Zeesman
Directeur général intérimaire
Direction générale de la recherche appliquée
Développement des ressources
humaines Canada

Ivan Zinger
Directeur intérimaire
Politique stratégique
Solliciteur général Canada